



**Ministère De L'Intérieur
Préfecture De Salé
Commune De Salé
Direction Générale des Services
Division des Services Concédés**

**REGLEMENT DE CONSULTATION
APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DES PRIX**

N°54/CS/2025

Commune de Salé : Réalisation de l'étude de faisabilité de la gestion déléguée du service public des déchets ménagers et assimilés aux arrondissements Bettana et Hssain de la Commune de Salé.

Marché passé par appel d'offres ouvert national, sur offre de prix, en application de l'alinéa 1 paragraphe 3 – a) de l'article 19 et paragraphe 1 de l'article 20 du décret N° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 MARS 2023) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE

ARTICLE 3 : REPARTITION EN LOTS

ARTICLE 4: COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 7: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

ARTICLE 8 : CANDIDATS ADMIS A PARTICIPER A L'APPEL D'OFFRES

**ARTICLE 9: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET
PIECES COMPLEMENTAIRES**

ARTICLE 10: CAS DE GROUPEMENT

ARTICLE 11: PRESENTATION ET CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

ARTICLE 12: MODE D'EVALUATION DES OFFRES

ARTICLE 13: DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

ARTICLE 14: RETRAIT DES PLIS

**ARTICLE 15 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE
RENSEIGNEMENTS**

ARTICLE 16 : DELAIS POUR LA RECEPTION DES OFFRES

ARTICLE 17 : DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

ARTICLE 18 : LANGUE DU CONTRAT ET RAPPORTS

ARTICLE 19 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert **national** sur offres de prix **marché N° 54/CS /2025**, ayant pour objet : **Réalisation de l'étude de faisabilité de la gestion déléguée du service public des déchets ménagers et assimilés aux arrondissements Bettana et Hssain de la Commune de Salé**. Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE

Le **Maître d'Ouvrage** du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est **la Commune de Salé**, représentée par **son Président en qualité d'ordonnateur**.

ARTICLE 3 : REPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en **lot unique**

ARTICLE 4: COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-22-431 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- i. Une copie de l'avis d'appel d'offres tels que prévus à l'article 23 du présent décret ;
- ii. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- iii. Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 30 du présent décret ;
- iv. Les modèles du bordereau des prix et du détail estimatif ;
- v. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- vi. Le présent règlement de la consultation ;

ARTICLE 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 § 7 du décret n° 2-22-431 précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai, le maître d'ouvrage doit par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque ces modifications introduites nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions du premier alinéa du paragraphe I-2 de l'article 23 du décret n° 2-22-431 précité.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours.

Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu au troisième alinéa du deuxième paragraphe du I) de l'article 23 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics doit être respecté. Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

ARTICLE 7: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 précité :

1- Peuvent valablement participer et être attributaire du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du présent décret ;
- Les personnes prévues à l'article 65 de la loi organique susvisée n° 113-14 pour les marchés passés par les communes ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 8 : CANDIDATS ADMIS A PARTICIPER A L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres s'adresse aux bureaux des études ayant les agréments **D13** et **D19**.

D13 : Etudes Générales Ingénieur/Cadre formation en Economie ou dans le domaine de Gestion.

D19 : Etude Impact sur l'Environnement/Cadre de formation dans l'Environnement.

ARTICLE 9: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES

I-Conformément aux dispositions de l'article 28 du décret 2-22-431 précité, chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique, une offre technique et une offre financière.

A-Un dossier administratif comprenant :

1- Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

1. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.

Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas

✓ Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

- ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
- ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

2. La déclaration sur l'honneur selon le modèle 9-1 prévu par l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1689-23 du 14 hijja1444 (3 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.;

3. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant (le cautionnement provisoire doit être dématérialisé) ;
En cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

- a- Au nom collectif du groupement ;
- b- Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- c- En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance.

4. La convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret n°2-22-431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret 2-22-431 précité :

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c. Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B- un dossier technique comprenant :

Les certificats d'agrément D13 et D19 ou leurs copies certifiées conformes délivrés par le Ministère de l'Équipement instauré par l'arrêté du Ministre de l'Équipement et du Transport n°2053-13 du 19 Chaabane 1434 (26 juin 2013) abrogeant et remplaçant le tableau annexé au Décret n° 2-98-984 du 4 Hija 1479 (22/3/1999).

- **D13** : Études générales Études de planification, économiques, de marché, d'organisation, de gestion et de formation des ressources humaines, de gestion de la production, d'économie, de sociologie, de météorologie d'environnement, d'impact, sectorielles, d'audit de qualité, d'aide de mise à niveau.
- **D19** : Etudes D'impact sur l'environnement Etudes concernant l'ensemble des projets assujettis aux études d'impact sur l'environnement conformément aux lois et règlements en vigueur.)

NB : Concernant les organismes publics, les documents à fournir sont ceux prescrits par l'article 28-II du décret n° 2-22-431 précité.

C- Offre technique :

Une note paraphée à chaque page et signée à la dernière page décrivant :

- La méthodologie proposée, en précisant les avantages techniques qu'elle apporte et la méthode d'évaluation de leur impact financier, cette méthodologie sera adoptée pour l'étude, objet du présent appel d'offres, elle devra être détaillée au maximum et ne devra pas se limiter à reprendre les termes de référence. Cette méthodologie devra préciser l'aboutissement de chaque mission de l'étude avec le maximum de détails tout en décrivant le contenu du rapport de fin de mission et l'aboutissement de cette mission.
- Les moyens à mettre en œuvre pour l'exécution des prestations ;
- Le planning de réalisation ;
- L'expérience spécifique et le profil du personnel par rapport à la nature des prestations, La constitution de l'équipe proposée pour l'établissement de l'étude, en indiquant le poste occupé durant l'étude (par chaque membre) ainsi que le calendrier des activités à sa charge. Les profils minimums obligatoires constituant l'équipe qui sera chargée de l'étude sont :
 - Chef de Projet Ingénieur d'Etat en Urbanisme, Environnement ou équivalent.
 - Cadre en environnement.
 - Cadre financier ou expert-comptable commissaire aux comptes.
 - Ingénieur de grade école : génie civil, génie rural ou équivalent.
 - Les CV des membres de l'équipe proposée pour la réalisation de l'étude Les copies certifiées conformes des diplômes.
 - Les bordereaux de CNSS attestant que l'équipe proposée est effectivement embauchée par le Bureau d'Etudes.
- Le chronogramme d'affectation des ressources ;

NB : Cette note sera considérée comme engagement de la part du Bureau d'études, au cas où il serait attributaire du marché. Le bureau d'études peut apporter des compléments ou émettre des observations sur les données à fournir par le maître d'ouvrage,

D- Offre financière :

a- l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

b- le bordereau des prix et le détail estimatif.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres. Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

II - lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1-Au moment de la présentation de l'offre outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévu par le présent règlement de consultation, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

2- S'il est envisagé de lui attribuer le marché :

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité.

- a. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
- b. L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
 - a. La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

ARTICLE 10: Cas de GROUPEMENT

Conformément l'article 150 du décret n°2-22-431 précité, Les soumissionnaires constituant le groupement des BET conjointes ou solidaires doivent présenter les agréments requis. Il est précisé que les sociétés qui ne se seraient pas constituées en groupement à la date de signature du marché ne pourront pas être admises comme sociétés conjointes ou solidaires, mais uniquement en tant que sous-traitants de la société soumissionnaire. Celles-ci ne peuvent, selon cette dernière formule, faire plus d'une fois acte de candidature au présent appel d'offres sous peine de se voir éliminer.

Les sociétés constituées en groupement auront à désigner parmi elles la société mandataire qui sera chargée de la coordination et de la liaison avec le Maître d'ouvrage jusqu'à la signature du marché et pendant l'exécution des travaux.

Le groupement devra obligatoirement joindre à son offre une copie certifiée conforme du contrat ou convention liant les différentes sociétés du groupement. Ce contrat devra faire ressortir l'importance de la participation de chacune d'entre elles.

ARTICLE 11: PRESENTATION ET CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

1- Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret n° 2-22-431 précité relatif aux marchés publics., les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter outre le CPS et le RC paraphés et signés :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 9 ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 9 ci-dessus) ;
- Une offre technique. (Cf. article 9 ci-dessus).
- Une offre financière précitée (Cf. article 9 ci-dessus) comprenant :
 - a- L'acte d'engagement établi comme il est dit à l'article 30 du Décret n° 2-22-431 précité relatif aux marchés publics. Selon le modèle joint au présent règlement de consultation. Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du présent décret, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement
 - b- Par le mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché. L'acte d'engagement du groupement concerné doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des membres dudit groupement
 - c- Le bordereau des prix – détail estimatif établi comme il est stipulé à l'alinéa b de l'article 30 du décret ; Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres. Les prix unitaires du bordereau des prix détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

2- Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 32 du Décret n° 2-22-431 précité, et conformément aux dispositions du chapitre IV de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1692-23 du 04 hijja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des

procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics, le dossier présenté par chaque concurrent contient trois enveloppes électroniques distincts :

Ce pli contient trois enveloppes comprenant pour chacune :

- a- La première enveloppe contient les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés par le concurrent ou son représentant dûment habilité. Le cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être constituée par voie électronique.
- b- La deuxième enveloppe : l'offre technique du soumissionnaire contient les pièces de l'offre technique du soumissionnaire. Chaque pièce doit être signée électroniquement par le concurrent ou la personne habilitée à le représenter.
- c- La troisième enveloppe : contient les pièces de l'offre financière du soumissionnaire. Chaque pièce doit être signée électroniquement par le concurrent ou la personne habilitée à le représenter.

ARTICLE 12: MODE D'EVALUATION DES OFFRES

A/ Evaluation du dossier administratif

L'évaluation des dossiers administratifs se fait conformément aux dispositions de l'article 39 du Décret n° 2-22-431 précité.

B/ Evaluation du dossier technique

L'évaluation des dossiers techniques se fait conformément aux dispositions de l'article 39 et du paragraphe B de l'article 144 du Décret n° 2-22-431 précité.

Examen des dossiers techniques des concurrents :

- Tout BET ne présentant pas l'agrément demandé à l'article 9 paragraphe I-B sera écarté.

C/ Evaluation des offres

L'évaluation des offres se fera en deux étapes : premièrement, du point de vue de la qualité technique, puis du point de vue financier.

L'examen des offres techniques concerne les seuls concurrents admis à l'issue de l'examen des pièces du dossier administratif et du dossier technique

La commission procède, à huis clos, à l'évaluation des offres techniques.

Elle élimine les concurrents qui ont présenté des offres techniques non conformes aux spécifications exigées par le règlement de consultation ou qui ne satisfont pas aux critères qui y sont prévus.

La commission d'appel d'offres peut demander par écrit à l'un ou à plusieurs concurrents des éclaircissements sur leurs offres techniques. Ces éclaircissements doivent se limiter aux documents contenus dans lesdites offres.

La commission d'appel d'offres peut, avant de se prononcer, consulter tout expert ou technicien ou constituer une sous-commission pour analyser les offres techniques. Les conclusions de ceux-ci sont consignées dans des rapports qu'ils établissent et signent.

La commission arrêtera la liste des concurrents retenus à l'issue de l'évaluation des offres techniques.

1-EVALUATION DE LA QUALITE TECHNIQUE

Le marché sera attribué au candidat qui répondra au mieux aux conditions de la consultation et dans les règles de l'art. Les consultants sont invités à joindre à leur offre technique toutes pièces permettant de mieux évaluer leurs compétences.

CRITERES D'ADMISSIBILITE ET CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES.

EVALUATION DES OFFRES :

En conformité avec l'article 21 de décret n° 2-22-431, l'évaluation des offres est faite en deux étapes :

1/ Evaluation des offres techniques :

L'évaluation de la qualité technique concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques.

La commission procède, à huis clos, à l'évaluation des offres techniques sur la base des critères ci-après :

Lors du jugement des offres, les membres de la commission attribueront une note technique N_T variant de 0 à 100 points.

En conformité à l'article 144 du décret n° 2-22-431, l'évaluation de la qualité technique se fait au regard des critères suivantes :

- L'expérience du concurrent eu égard à la mission concernée :(La notation relative à l'expérience professionnelle est déterminée conformément aux CVs des membres de l'équipe proposée pour la réalisation de l'étude).
- La qualité de la méthodologie proposée ;
- Le programme de travail ;
- Le niveau de qualification des experts proposés.

Cette évaluation technique est faite selon la notation suivante :

$$N_T = N_{\text{exp Chef_Pr}} + N_{\text{Meth}} + N_{\text{Eq_Pr}} + N_{\text{Programme de travail}}$$

Où :

N _T	La note totale/100 points
N _{exp Chef_Pr}	Note relative à l'expérience du chef de projet/20 points
N _{Meth}	Note relative à la méthodologie proposée/40 points
N _{Eq_Pr}	Note relative à l'équipe de projet/30 points
N _{Programme de travail}	Note relative au programme de travail/10 points

a. N_{exp Chef_Pr} note relative à l'expérience du chef de projet / 20 pts,

Profil	Expérience en année	Note
Ingénieur diplômé d'une grande école marocaine ou Etrangère : génie civil, génie rural ou équivalent	Ex ≥ 15 ans	20
	10 ans ≤ Ex < 15 ans	15
	Ex < 10 ans	05

b. N_{Meth} note relative à la méthodologie proposée / 40 pts,

Désignation	Note
• Méthodologie détaillé et améliorée par rapport aux T.R du CPS	40
• Méthodologie répondant aux T.R du CPS	20
• Méthodologie sommairement développée	10
• Méthodologie ne répondant pas aux T.R du CPS	0

c. N_{Eq_Pr} note relative à l'équipe de projet / 30 pts,

Expert	Expérience	Note
Cadre en environnement	Ex ≥ 5 ans	10
	Ex < 5 ans	05
Cadre financier ou expert-comptable commissaire aux comptes	Ex ≥ 5 ans	10
	Ex < 5 ans	05
Ingénieur de grade école : génie civil, génie rural ou équivalent	Ex ≥ 5 ans	10
	Ex < 5 ans	05

d. N_{programme de travail} note relative au Programme de travail / 10 pts.

Désignation	Note
Programme et planning détaillé avec chronogramme d'intervention des experts	10
Programme et planning peu détaillé	05
Programme non cohérent	00

N. B :

- **Les concurrents ayant la note N_T inférieur à 60 points seront éliminés.**

2/ Evaluation Des Offres Financières

La commission écarte les offres excessives et anormalement basses selon les modalités ci-après.

- L'offre est considérée excessive lorsqu'elle est supérieure au plus de 20% par rapport à l'estimation du cout des prestations établie par le maitre d'ouvrage.
- L'offre est considérée anormalement basse lorsqu'elle est inférieure de plus de 25% par rapport à l'estimation du cout des prestations établie par le maitre d'ouvrage.

La commission procède, ensuite, au classement des autres propositions financières et attribue une note financière de cent (100) points à la proposition la moins-disante et des notes financières inversement proportionnelles à leurs montants aux autres propositions.

D'où :

P_o Prix de l'offre la moins disante est $NF_o = 100$ points

P Prix proposé par le concurrent est $NF_c = (P_o/P) \times 100$

ATTRIBUTION DES OFFRES :

3/ Attribution du marché :

La note globale est obtenue par l'addition de la note technique et la note financière suivant la pondération suivante :

$N = 0.6 N_T + 0.4 N_F$

Ainsi l'offre du concurrent ayant obtenu **la note globale le plus élevé est considéré l'offre la plus avantageuse** en conformité avec l'article 144 de décret n° 2-22-431.

ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'Article 135 du Décret n° 2-22-431 précité, et à l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ; les plis des concurrents doivent être déposés électroniquement via le portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma

Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ces pièces sont signées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit uniquement par le mandataire conformément aux dispositions du paragraphe C) de l'article 150 du décret précité n° 2-22-431.

La signature électronique des pièces et documents s'effectue, à travers le portail des marchés publics, au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

NB : La commission d'appel d'offres écarte toute soumission électronique dont les pièces ne sont pas signées via un certificat de signature électronique.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'Article 135 du Décret n° 2-22-431 précité, et à l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija

1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, les concurrents peuvent retirer électroniquement, leurs plis antérieurement au jour et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis.

Les concurrents ayant procédé au retrait de leurs plis peuvent, présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues par l'arrêté précité et avant la date limite de remise des plis.

ARTICLE 15 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS

Conformément à l'article 25 du décret précité, les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, via le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma), et ce, conformément aux dispositions de l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures .

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent sera communiqué au demandeur et aux autres concurrents dans les sept jours suivant la date de réception de la demande, toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse sera communiqué 3 jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 16 : DELAIS POUR LA RECEPTION DES OFFRES

Le délai pour la réception des offres expire à la date et à l'heure limites fixées par l'avis d'appel d'offres, pour la séance d'examen des offres. Les offres qui parviendront postérieurement à l'expiration de ce délai ne seront pas admises.

ARTICLE 17 : DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 36 du Décret n° 2-22-431 précité, les concurrents resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (60) jours, à compter de la date d'ouverture des plis.

Toutefois, lorsque la commission d'appel d'offres considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres prévu à l'alinéa précédent, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai, par voie électronique en vue de leur demander une prorogation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe et ce conformément aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023)

A cet effet, le maître d'ouvrage fixe aux concurrents concernés une date limite pour faire connaître leurs réponses.

ARTICLE 18 : LANGUE DU CONTRAT ET RAPPORTS

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Décret n°2-22-431, les pièces et les offres, ainsi que toute correspondance avec le maître d'ouvrage, présentées par les concurrents doivent être établies en La langue le français ou en langue arabe.

ARTICLE 19 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES


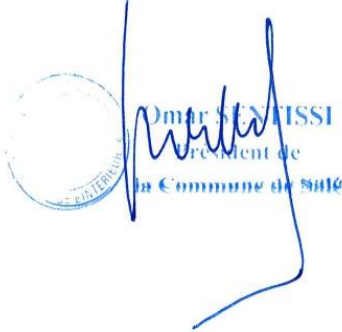
Conformément aux dispositions de l'article 21 du Décret n°2-22-431 précité, la monnaie de formulation des offres est exprimée en dirhams marocain.

REGLEMENT DE CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DES PRIX

N° 54/CS/2025

Réalisation de l'étude de faisabilité de la gestion déléguée du service public des déchets ménagers et assimilés aux arrondissements Bettana et Hssain de la Commune de Salé.

<p>Le Chef du Service propreté P.I.</p>  <p>ABDOULLAH LARRO</p> <p>Salé le. 29/10/2025</p>	<p>Le Président de la Commune de Salé</p>  <p>Omar SENTISSI Président de la Commune de Salé</p> <p>Salé le 29/10/2025</p>
<p>Lu et accepté par L'Entrepreneur</p> <p>Salé le.....</p>	